

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/W/17

26 mars 1996

(96-1075)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais/
français

QUESTIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT
ADRESSEES PAR LE CANADA AUX DELEGATIONS D'ISRAEL,
DU NIGERIA, DU PAKISTAN, DE LA TUNISIE
ET DU VENEZUELA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 mars 1996.

Israël

Les autorités canadiennes ont constaté qu'Israël n'avait pas présenté de notification concernant les entreprises commerciales d'Etat; or, le rapport établi par le Secrétariat en novembre 1994 dans le cadre du MEPC indiquait qu'il existait en Israël une entreprise commerciale d'Etat, l'Administration du commerce d'Etat. Celle-ci continue-t-elle d'opérer? Dans l'affirmative, quand Israël compte-t-il présenter une notification, comme l'exige l'article XVII?

Nigéria

Les autorités canadiennes ont constaté que le Nigéria n'avait pas présenté de notification concernant les entreprises commerciales d'Etat; or, un document récent de l'OMC (WT/BOP/W/9, daté du 10 novembre 1995) mentionne quelque 600 entreprises publiques. Quand le Nigéria compte-t-il présenter une notification, comme l'exige l'article XVII?

Pakistan

Les autorités canadiennes ont constaté que le Pakistan n'avait pas présenté de notification concernant les entreprises commerciales d'Etat; or, le rapport établi par le Secrétariat en novembre 1994 dans le cadre du MEPC indiquait que des entreprises commerciales d'Etat continuaient d'opérer au Pakistan. Quand le Pakistan compte-t-il présenter une notification, comme l'exige l'article XVII?

Tunisie

Je me permets de vous écrire parce que les autorités canadiennes ont constaté que la Tunisie n'a pas soumis de notification concernant ses entreprises commerciales d'Etat, quoique l'examen des politiques commerciales de la Tunisie de mars 1994 indiquait que ces entreprises entreprenaient quelque 25 pour cent des importations totales du pays. Ils m'instruisent donc de vous demander quand la Tunisie compte-t-elle soumettre une telle notification, selon les exigences de l'article XVII?

./.

Venezuela

Les autorités canadiennes ont constaté que le Venezuela n'avait pas présenté de notification concernant les entreprises commerciales d'Etat; or, le récent rapport sur le Venezuela établi par le Secrétariat dans le cadre du MEPC indique, au sujet du commerce d'Etat, qu'"en dépit des efforts de privatisation, l'intervention de l'Etat dans l'économie vénézuélienne était et reste importante". Quand le Venezuela compte-t-il présenter une notification, comme l'exige l'article XVII?